

MAIRIE DE PUNAAUIA
Arrivée le **08 AOUT 2017**
N°
SERVICE EXECUTION
S N U ITU
ELUS

Subdivision Administrative des Iles du Vent
ARRIVÉE LE
4 - AOUT 2017
N° / IDV

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation	19 juillet 2017
Date d'affichage	08 AOUT 2017
Date de séance	28 juillet 2017

Le an deux mille dix-sept et le vingt-huit juillet, à huit heures

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.

Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	25
Procurations	7
Votants	32
Pour	32
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Approuvant l'acquisition des parcelles cadastrées AK 339, AK 341 et AK 343.

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative

le... **04 AOUT 2017**

et a été publié, affiché ou

notifié
le... **07 AOUT 2017**

Pour le Maire absent,
Le 1^{er} Adjoint,

R. TUMAHAI

Simplicio LISSANT

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio		X	Aitu POMMIER
POMMIER Aitu	X		
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves		X	Ismaël HAPAITAHAA
PUCHON Cathy	X		
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose		X	Tania MANEA-LYAU
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian	X		
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave		X	Andre TEAHU
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	
RUA Antoine	X		
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges		X	Irwin FAATAU
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana	X		
CHING Jean-Pierre	X		
PATII Terava	X		
ARO Dylma		X	Monette HARUA
LEBOUCHER Michel	X		
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.



- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'évaluation de France domaine du 15 novembre 2016 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et Développement communal réunie en date du 16 juin 2017 ;
- **Considérant** que la commune souhaite acquérir les parcelles AK 339, AK 341 et AK 343 pour y réaliser une aire de jeux et de loisir ;
- **Considérant** que le prix d'acquisition est conforme à l'évaluation de la valeur vénale de ces parcelles qui a été réalisée par France Domaine ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 28 juillet 2017 ;

ADOpte

- Article 1** – Est approuvée l'acquisition des parcelles cadastrées AK 339 et AK 341, d'une superficie respective de 1784 m² et 808 m² appartenant à Madame Aurore, France, Tetuanui LEGAYIC épouse PERRY et la parcelle cadastrée AK 343, d'une superficie de 700 m², appartenant à Mme Aurore, France, Tetuanui LE GAYIC épouse PERRY et à son époux, Monsieur Gilles PERRY, pour un montant total de cent trente millions de francs pacifique (130 000 000 FCFP).
- Article 2** – Le Maire est chargé de signer tous les actes et documents nécessaires à cette acquisition, notamment l'acte de vente notarié.
- Article 3** – Les crédits nécessaires à la réalisation de la transaction sont prévus au budget principal de l'exercice 2017.
- Article 4** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 5** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 28 juillet 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*



Le Maire,

Ronald TUMAHAI